

FranceAgriMer

> Les synthèses de FranceAgriMer

mai 2018 • numéro **7.1**

CONSOMMATION



ENQUÊTE COMPORTEMENTS
ET CONSOMMATIONS
ALIMENTAIRE EN FRANCE
EN 2016

Synthèse du CREDOC
pour FranceAgriMer

Volet comportements



FranceAgriMer

12 rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 / 93555 Montreuil cedex
Tél. : +33 1 73 30 30 00 / Fax : +33 1 73 30 30 30

www.franceagrimer.fr

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE



ENQUÊTE COMPORTEMENTS ET CONSOMMATIONS ALIMENTAIRES EN FRANCE 2016

Volet « Comportements » - Note de synthèse

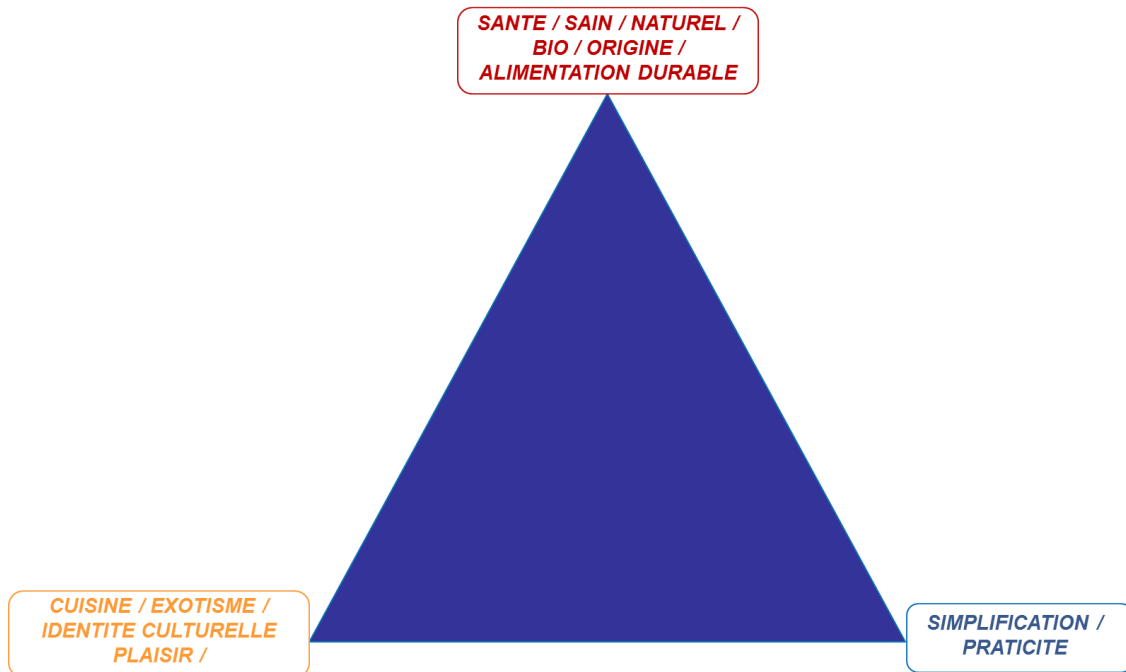
pour



3 novembre 2017

NOTE DE SYNTHÈSE

Facteurs de rassurance autour de la santé et de l'alimentation durable sont le **PREMIER** pilier du triptyque de l'alimentation en 2016.



Source : CRÉDOC

En 2013, les risques alimentaires n'avaient jamais autant été perçus comme importants. Ils arrivaient en 2ème position après les accidents de la route en tant que risque dont on a le plus peur. Ils reculent très fortement en 2016 (25%), et se retrouvent en 4ème position derrière les accidents de la route, les risques nucléaires et les risques liés à la pollution atmosphérique. Ce critère n'a jamais été aussi bas, en raison de la montée des inquiétudes liées aux attentats et à la pollution. Pourtant, aux questions concernant la mesure des inquiétudes sur le seul secteur alimentaire, le niveau de crainte reste à son niveau le plus élevé. Dans ce contexte, les consommateurs cherchent des facteurs de rassurance autour de l'alimentation durable. Les principales inquiétudes concernent les risques sanitaires d'origine agricole (modes de culture et d'élevage) et industrielle (transformation). Parmi les risques alimentaires, la présence de pesticides, herbicides et insecticides (produits de traitements phytosanitaires) est la première peur, en hausse importante, devant la présence d'un trop grand nombre d'additifs dans les aliments transformés. En ce qui concerne les viandes, le risque de présence d'antibiotiques dans les produits alimentaires inquiète nettement plus de consommateurs qu'en 2013.

En 2016, les plus fortes hausses de préoccupations concernent l'alimentation durable avec au premier chef la santé. Le lien alimentation-santé n'a jamais été aussi fort : progression de toutes les manières de tenir compte des exigences santé par rapport à 2013. Chez les enfants, la demande de santé se traduit par une demande en hausse de fruits et légumes et d'eau. Derrière celle-ci, la naturalité est en forte hausse. Éviter de prendre trop de poids reste la première attente vis-à-vis de l'alimentation-santé mais perd de l'importance au profit des 'produits naturels' et de 'l'apport en énergie'.

Une inquiétude croissante sur les risques alimentaires

La proportion de Français estimant que les produits alimentaires présentent des risques pour la santé a nettement augmenté en 2013 et en 2016 par rapport à 2010 : près d'un tiers y voit des risques « importants » (niveau au plus haut de tout l'historique) et environ 4 personnes sur 10 des risques « légers ». La hausse de cette inquiétude, s'explique par crise du Horsegate en 2013, renforcée par le développement des émissions à charge. La hiérarchie des risques les plus souvent cités a fortement évolué. Les inquiétudes pour les risques sanitaires sont d'origine agricole (modes de culture et d'élevage) et

industrielle (transformation). Parmi les risques alimentaires, la présence de pesticides, herbicides et insecticides est la première peur, en hausse importante, devant la présence d'un trop grand nombre d'additifs dans les aliments transformés. En ce qui concerne la viande, le risque de présence d'antibiotiques dans les produits alimentaires inquiète nettement plus de consommateurs qu'en 2013.

Par rapport à 2013, on observe une **diminution de la part de consommateurs estimant que les produits présentent des risques** sauf pour les poissons et crustacés, la volaille et la viande de boucherie. De même on observe une acceptation un peu plus importante des **OGM : les critères positifs des OGM progressent en 2016** : 18% des adultes déclarent qu'ils accepteraient d'acheter des produits alimentaires contenant des OGM.

Un retour du lien santé - alimentation en conciliant le plaisir

En 2016, le lien entre alimentation, nutrition et santé s'accroît. Les Français continuent d'espérer beaucoup de leur alimentation pour augmenter leur espérance de vie en bonne santé. **Ils n'ont même jamais été aussi nombreux à être conscients du lien entre l'alimentation et la santé.** 91% des Français affirment cette opinion (+4 points / 2013). Cette hausse ne se fait pas au détriment du plaisir comme en 2010, puisqu'à la question, « comment tenez-vous des exigences santé ? », plus de la majorité des ménages répondent qu'ils le font 'en se faisant plaisir', beaucoup plus qu'en 2013. Les consommateurs déclarent ainsi concilier davantage plaisir et santé que quelques années auparavant.

Comme dans la période de crise économique (en 2013), on cherche à se reconforter, à manger ensemble en mettant en avant les points positifs de l'alimentation : le goût, le plaisir. Depuis la première vague d'enquête de 1988, les consommateurs ne varient pas sur un point : le « bien manger », c'est le goût et le plaisir que l'on trouve à ingérer un aliment. Après l'année 2007, où le basculement vers la dimension santé a été très net, le goût reprend, en 2010, sa position de leader loin devant l'équilibre. Les représentations du « bien manger » en 2007 étaient marquées par le développement de la dimension santé. Le concept d'équilibre alimentaire s'était alors largement répandu dans le discours des Français. En 2016, l'équilibre reste le premier terme cité à la question ouverte « Pour vous qu'est-ce que bien-manger ? » mais le goût arrive en second en ayant progressé. Les aspects de convivialité et de détente que procure l'alimentation, se stabilisent à un niveau haut.

Les consommations d'aliments santé diminuent structurellement depuis 2010. Plusieurs études menées à la fin des années 1990 montraient le grand scepticisme des Français à l'encontre des allégations santé. Cette réserve paraît en 2010 de mise, comme si après une phase d'euphorie envers ces produits, leurs vertus étaient remises en question. Toutes les consommations d'aliments santé sont en baisse (enrichis, allégés) excepté les compléments alimentaires qui progressent un peu en 2016.

Une forte hausse de la naturalité, sans additif

L'embellie des critères de santé traduit un besoin de rassurance dans un contexte toujours élevé d'inquiétudes. Les gestes privilégiés pour préserver sa santé sont dans la **demande de produits naturels et pas artificiels** qui progresse significativement. Les consommateurs souhaitent aussi, un peu plus qu'en 2013, éviter le trop grand nombre d'additifs et **l'absence de conservateurs et de colorants**.

Les régimes sans lactose, sans gluten ou végétariens sont très peu suivis. Le profil de ces consommateurs limitant les ingrédients qui pourraient avoir des effets sur leur santé sont plutôt des femmes, urbaines, maigres qui ont tendance à cumuler les différents régimes « Sans ». Dans ce courant de naturalité et de limitation de certains aliments, les flexitariens, définis comme ceux ayant diminué en 2015 leur consommation de viande représentent près d'un quart de la population adulte. Ils sont avant tout modestes, ce qui suggère qu'ils ont diminué leur consommation de viande pour des raisons économiques, et ont plutôt entre 45 et 54 ans.

Signe de rassurance : volonté d'acheter des produits locaux

Les préoccupations environnementales sont au cœur des réponses des Français. En 2016, cette préoccupation est en très forte hausse sous la forme des incitations liées à la fabrication nationale ou régionale. Ces incitations aux achats font partie des plus fortes progressions constatées entre 2013 et 2016. Pour la première fois, le critère fabriqué en France est le premier critère de choix de produit cité devant le prix ou les garanties d'hygiène ou de sécurité. Favoriser la production régionale vient en seconde position et croît fortement par rapport à 2010. La question des transports des marchandises et de leur impact sur la production de gaz à effet de serre est ainsi posée. Le deuxième facteur explicatif de la montée de la fabrication nationale ou régionale est le protectionnisme qui se développe toujours quand le chômage progresse. L'achat d'un produit local répond ainsi à des attentes engagées du consommateur. Dans un contexte d'augmentation croissante du chômage, il constitue un acte de défense de l'emploi régional et national. Sur le plan environnemental, l'achat local garanti un temps de transport plus faible et donc un coût carbone moins important pour l'environnement.

L'enquête CCAF 2016, comme celles de 2010 et 2013, met en évidence une montée des préoccupations éthiques en matière de consommation. Au consommer « plus », on souhaite substituer le consommer « mieux », miroir renvoyé à soi-même qui participe de la réalisation de soi. Cependant, les effets de la crise ont fait évoluer la « recherche de sens ». Cette tendance se transforme en forte progression du critère de proximité, par l'achat des produits fabriqués en France localement ou dans sa région. Pour la première fois, le critère fabriqué en France est le premier critère de choix de produit cité devant le prix ou les garanties d'hygiène ou de sécurité. Favoriser la production régionale vient en quatrième position et croît de manière importante par rapport à 2010. Pour juger de la qualité de l'ensemble des produits alimentaires, l'origine géographique du produit confirme sa croissance enregistrée entre 2010 et 2013. Le mode de production progresse également entre 2013 et 2016. La question des transports des marchandises et de leur impact sur la production de gaz à effet de serre est ainsi posée. Le deuxième facteur explicatif de la montée de la fabrication nationale ou régionale est le protectionnisme qui se développe toujours quand le chômage progresse. L'achat d'un produit local répond ainsi à des attentes engagées du consommateur. Dans un contexte d'augmentation croissante du chômage, il constitue un acte de défense de l'emploi régional et national. Sur le plan environnemental, l'achat local garanti un temps de transport plus faible et donc un coût carbone moins important pour l'environnement. Depuis une décennie environ, les consommateurs prennent de plus en plus en compte les modes de production des entreprises comme le respect de l'environnement, mais aussi le traitement des salariés, la juste rétribution des producteurs, etc. Nous distinguons deux types de consommation engagée :

- l'engagement écologique au sens large : les consommateurs cherchent des produits dont la production est respectueuse de l'environnement. Cela peut être des produits issus de l'agriculture biologique (AB) ou de l'agriculture raisonnée, mais aussi des entreprises mettant en avant le recyclage de leurs produits, l'usage d'énergies renouvelables, etc. ;
- l'engagement éthique : les entreprises respectent les règles internationales du travail (horaires de travail, salaire minimum, travail des enfants), elles rétribuent justement les producteurs de matières premières (commerce équitable).

Les motivations qui peuvent se rattacher au développement durable enregistrent des croissances significatives entre 2013 et 2016 : près de deux tiers des adultes se disent incités à acheter un produit alimentaire parce qu'il tient compte du bien-être animal (en légère augmentation par rapport à 2013), près de la moitié parce qu'il a des garanties écologiques (en légère augmentation) et un peu moins de la moitié parce que c'est un produit issu de l'agriculture biologique (augmentation importante).

Hausse du prêt à payer plus cher

De façon générale, **la propension à payer plus cher un produit de meilleure qualité croît fortement en 2016**. Environ trois quarts des adultes partagent cette opinion.

Cette attitude favorable à payer le prix de la qualité se retrouve pour tous les types de produits alimentaires. C'est particulièrement le cas pour la volaille, les fruits et les fromages.

